

Mise en ligne : 7 avril 2014.
Dernière modification : 10 février 2021.
www.entreprises-coloniales.fr

ÉDOUARD-RAPHAËL WORMS
(Paris, 22 juin 1882-Paris, 11 mars 1954)
banquier aryanisé

Fils d'Eugène Worms et Louise Salmon.
Divorcé en 1920 de Cora Oppenheimer,
d'origine allemande, divorcée d'un Américain.
Remarié le 22 décembre 1925 à Paris 9^e à Mlle Germaine Brisson,
née le 4 janvier 1899 à Saumur.
D'où une fille : Liliane (2 juillet 1926 à Marly-le-Roi)¹ .

Édouard-Raphaël Worms apparaît sur la scène économique en 1907 en soutenant la
mise en société anonyme des Grands Travaux en béton armé (GTBA),
fondés par Maurice Tricon.

www.entreprises-coloniales.fr/empire/GTBA-Tricon.pdf

Administrateur délégué de l'Industrielle immobilière (1911) avec Maurice Tricon
comme vice-président et les GTBA comme client.

Président-fondateur de la Société d'encouragement d'habitations à bon marché de la
Seine-et-Oise (1912).

Administrateur (encore avec Maurice Tricon)
de L'Immobilière des Champs-Élysées (1912),
des Mines de fer d'Heras-Santander (1912) — qui s'arrêteront à la fin de 1925 —
des Affiches Gaillard (avril 1913)
et de la Compagne minière du Djebel-Lorbeus, en Tunisie (sept. 1913),

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Djebel_Lorbeus.pdf

¹ D'après note de la préfecture de police de Paris, 28 août 1953.

Charles MICHEL, bras droit d'Éd.-R. Worms

Né à Paris, le 2 avril 1870. [Brève nécrologie dans *Les Annales coloniales*, 11 juin 1937].
Marié à M^{lle} Cl. Gaon. Trois enfants : André, Paul, Francine, Michel.
Éduc. : collège Rollin (lettres) ; Lycée Charlemagne (sciences) ; École centrale des Arts et Manufactures.

Directeur général, puis (1909) administrateur délégué de l'Omnium des mines d'Algérie-Tunisie,
le représentant dans diverses filiales :
administrateur délégué des Mines de phosphate de Tebessa (maire de Tébessa et conseiller général de Constantine pendant seize ans),
et de la Société des mines du Bou-Thaleb, en Algérie (1908),
administrateur de la Société des Phosphates tunisiens
de la Compania Iberica de superfosfatos (1909)
et de l'Union espagnole de Fabriques d'engrais, de Produits chimiques et de superphosphates (1910).

Au service d'Édouard-Raphaël Worms :
administrateur délégué de la Société métallurgique et minière franco-marocaine (1912),
administrateur des Mines de fer d'Heras-Santander, en Espagne (1912)
et de la Compagnie minière du Djebel-Lorbeus, en Tunisie (1913),
de la Société des grands travaux en béton armé (1913),
Administrateur de la Compagnie métallurgique et minière franco-hongroise (avril 1914)
et de la Société française de cinémas (1916),
administrateur, puis président de la Société commerciale française de l'Indochine,
administrateur des Rizeries indochinoises, à Haïphong,
administrateur des Rizeries d'Extrême-Orient, à Saïgon.
administrateur délégué de la Société franco-roumaine des Ciments Titan ;
des Émailleries réunies et forges de Creil et la Sarre,
Administrateur de la Société financière des ciments (oct.1922)
de la Grande Maison de blanc (nov. 1922).
de l'Union financière franco-indochinoise (1927)
et (?) de la Cie pour la fabrication des compteurs et matériels d'usines à gaz (Montrouge).
Administrateur délégué du quotidien parisien *Le Petit Bleu*
et directeur de la société cinématographique *Éclair-Journal*.
Œuvres : Campagne et articles dans la presse pour obtenir, en faveur des indigènes d'Algérie, des garanties contre l'arbitraire et pour les astreindre, en retour, au service militaire.
Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique ; chevalier du Mérite agricole ; médaille d'honneur : Grand-croix du Nichan-Iftikar [Tunisie] ; décoration militaire du Mérite anglais ; décoration belge.
Avis de décès : *Les Annales coloniales*, 11 juin 1937.

Administrateur de la Compagnie métallurgique et minière franco-hongroise (avril 1914)

Fin février 1915, la presse annonce que Raphaël Worms, conseiller municipal de Chatou et banquier rue Taitbout, qui s'était fait une spécialité de recueillir des capitaux pour l'installation de grands hôtels en Angleterre, est incarcéré à la Santé à la suite de huit plaintes de clients escroqués de plus de 700.000 F.

Le 19 mars, *Le Petit Parisien* annonce sa mise en liberté provisoire moyennant une caution de 150.000 francs.

Simple incident de parcours, semble-t-il.

Administrateur de la Société commerciale française de l'Indochine (dès juin 1915),
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Commerciale_frse_IC.pdf

et de ses filiales et participations :
les Rizeries indochinoises, d'Haïphong (1910)
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Rizeries_indochinoises.pdf
les Rizeries d'Extrême-Orient, de Cholon (1918),
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Rizeries_Extra-Orient.pdf
les Moulins et entrepôts coloniaux (ex-Moulins de Lonchamp, à Marseille),
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Grand_Moulin_Longchamp.pdf
les Grands Travaux d'Extrême-Orient (GTEO)(1920),
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Grds_Travaux_Ext.-Or.pdf
la S.A. de chalandage et remorquage de l'Indochine (SACRIC)(1921)
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SACRIC.pdf
la Société immobilière du port de Saïgon (1923)
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Immobiliere_port_Saigon.pdf

Administrateur de la Société française des cinémas (mai 1916),
de la Société financière des ciments (oct. 1922)
(avec MM. Rauzy et Ville, de la Société commerciale française de l'Indochine)
et de la Grande Maison de blanc (S.A., nov. 1922) — où le rejoindra Maurice Tricon.
www.entreprises-coloniales.fr/empire/Grande_Maison_de_Blanc.pdf

Le 19 août 1923, E.-R. Worms est fait chevalier de la Légion d'honneur par le
ministre des Colonies.

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Legion_honneur_1886-1944-IC.pdf

En outre des mandats précédents, son dossier le donne pour
administrateur-directeur des Émailleries de la Sarre
(usine de Fraulautern, près de Sarrelouis)

administrateur des Tissages des Flandres à Haubourdin (Nord),
— filiale et fournisseur de la Grande Maison de blanc —,
et des Ciments Titan (Roumanie)

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Cimentul_Titan.pdf

Début 1924, en association avec Marcel Bloch, son associé dans la Grande Maison de
blanc, Éd.-R. Worms entre dans une nouvelle S.A., la Société des pelleteries Reynier,
confectionneur de fourrures à Paris.

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Pelleteries_Reynier.pdf

En 1925, vice-président de L. Rouff, fabrication et vente de lingerie de luxe à Paris
avec succursales en province, participation de la GMB.

www.entreprises-coloniales.fr/empire/L.Rouff-Paris.pdf

En novembre 1926, Worms devient administrateur des Éts Duval, à Paris
(succursaliste).

En 1926, É.-R. Worms et Marcel Bloch rachètent la bijouterie Clerc, en faillite, place
de l'Opéra, associés à un Américain, Sasportas.

De 1927 à 1929, administrateur de l'Union financière franco-indochinoise :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Uffindo.pdf

Le 28 décembre 1928, É.-R. Worms est nommé conseiller du Commerce extérieur.

Pour placer ses excédents financiers, la Grande Maison du Blanc a constitué un
holding l'Omnil, qui détient des actions GMB en même temps qu'il constitue la
principale participation de GMB. L'Omnil détient aussi des actions L. Rouff, Félix Potin et
d'un autre succursaliste parisien, les Éts Duval².

Cet Omnil récupère au printemps 1929 tous les magasins de nouveautés de Paris-
Maroc (Gustave Gompel et son fils Robert) dans l'empire chérifien³. Et probablement
aussi ses participations cimentières, comme on le verra plus loin. Mais en février 1931, il
se place en liquidation volontaire et ses actifs sont répartis entre les actionnaires⁴.

² *Le Journal des finances*, 1^{er} mars 1929.

³ *Le Journal des finances*, 26 avril 1929.

⁴ *Le Journal des finances*, 3 avril 1931.

Le 4 novembre 1931, É.-R. Worms, alors domicilié Les Longchamps, Blonville-sur-Mer (Calvados), est promu officier de la Légion d'honneur : il est alors président et administrateur délégué de la GMB, administrateur-directeur des GTBA, administrateur délégué de la Cie internationale des Grands Magasins du Grand-Passage (Cigma), à Genève, des Magasins modernes (Casablanca, Rabat, Fez), administrateur délégué de la Cie internationale des ciments (Roumanie).

Le duo Tricon-Worms réapparaît en force dans les années 1930 au conseil de la Compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax.

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Ports_Tunis-Sousse-Sfax.pdf

Le début de l'année 1932 est marqué par l'affaire Defradas, du nom du directeur des Économats du Centre, à Clermont-Ferrand, qui a fini par faire la culbute en tentant de mettre la main sur Félix Potin. En mars suivant, il est question pour ce dernier d'une augmentation de capital de 30 MF, garantie par Théophile Bader, des Galeries Lafayette, et « Worms, ancien directeur de Potin⁵ ». Le nouveau conseil comprend la CIGMA (Internationale de grands magasins), holding tangérois d'É.-R. Worms ; « Bloch » ; et « Katz », probablement Maxime Katz, l'ancien administrateur délégué de Paris-Maroc⁶. Mais Bader démissionne de la présidence dès l'automne⁷, et Worms part avec un lot de consolation, le succursaliste parisien Loiseau-Rousseau, à l'enseigne du Bien public.

Worms paraît alors se désengager de certaines affaires. En novembre 1932, la bijouterie Clerc est vendue à l'Américain Joseph Liebmann et en 1934, les Pelleteries Reynier deviennent la S.A. André Reynier, du nom de leur patron-fondateur.

Toujours au début de 1934, et suite à la faillite de la banque Oustric, le groupe Worms crée la SAG (Société anonyme française de gérance) pour reprendre ses affaires de chaussure : près de 400 magasins à l'enseigne Pinet, Raoul, Dressoir, Noël, Incroyable, etc. Worms détient la moitié de la SAG, la Société générale un peu plus de 40 %.

RACHAT DU *PETIT BLEU*

REVUE DE LA PRESSE

par Pierre Tuc

(*L'Action française*, 30 août 1934)

On dit que M. Édouard-Raphaël Worms, qui contrôle déjà le *Cri de Paris*, vient de mettre la main sur le *Petit Bleu*. Des potins chez Félix Potin !

M. Charles-Emmanuel Brousse⁸ n'en continuera pas moins à diriger le *Petit Bleu*, qui a, comme tous les ans, suspendu sa publication pendant les vacances, mais qui ne va pas tarder à reparaître.

⁵ *Le Journal des débats*, 11 mars 1932.

⁶ *Les Annales coloniales*, 26 mars 1932.

⁷ *Les Annales coloniales*, 15 octobre 1932.

⁸ Charles-Emmanuel Brousse (1892-1981) : de l'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Président et administrateur délégué des Éts Wm. G. Hale à Saïgon, leur représentant aux Hévées de la Souchère (AEC 1931) et aux Comptoirs généraux de l'Indochine. Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Hale_et_Cie-Saigon.pdf

Ainsi, le *Petit Bleu* était à vendre ! Quelle surprise !

REVUE DE LA PRESSE
par Pierre Tuc
(*L'Action française*, 7 mai 1935)

Je réclame...

Parce que j'avais relevé vertement dans la profession de foi de M. Ch.-Em. Brousse, aujourd'hui blackboulé, une attaque inadmissible contre les paysans, l'Agence technique de la presse prétend me donner une leçon de bonnes manières et de véracité. J'avais écrit :

« Le successeur d'Alfred Oulmann au *Petit Bleu* n'est pas pourtant un imbécile. »

Sur quoi, l'Agence technique de la presse :

Il ne suffit pas d'être impoli, il faut être exact. Le « revuiste » de la presse de l'Action française ignorerait-il donc, par hasard, que M. Charles-Emmanuel Brousse a passé comme un météore à la direction du *Petit Bleu* et que le véritable successeur d'Alfred Oulman — avec un seul *n*, monsieur-Pierre Tuc ! — fut le gendre de celui-ci, M. Paulvé, qui a cédé ses droits, non à M. Charles-Emmanuel Brousse, mais à M. Raphaël-Edouard Worms.

Passons sur l'impolitesse. C'est sans importance.

Mais, pour l'exactitude, je proteste. Je n'ai pas dit que M. Brousse était actuellement le directeur du *Petit Bleu*. J'ai dit qu'il avait été le successeur d'Oulman : et c'est vrai. Il est passé du *Petit Bleu* à *D'Artagnan*, et le *Petit Bleu* est revenu à Israël...

Tout cela n'est pas très important. Et si M. Brousse n'avait pas bêtement attaqué les paysans, jamais les lecteurs de l'Action française n'auraient su que M. Ch.-Emmanuel Brousse avait eu l'idée — qui ne me serait jamais venue — de prendre la suite de l'excellent Alfred.

En mai 1935, le groupe Worms s'intéresse à la réorganisation de Pathé-Cinéma et fait entrer au conseil un de ses représentants, Frédéric Lauber⁹. Mais celui-ci se retire en février 1936.

À cette époque, les analystes financiers, y compris les plus réservés, ne tarissent pas d'éloges sur la gestion de la Grande Maison de Blanc, navire amiral du groupe :

— la Grande Maison de Blanc semble avoir mérité d'être classée parmi les affaires de grands magasins les mieux gérées (*Le Journal des finances*, 3 avril 1931) ;

— À propos de la réorganisation de Pathé-Cinéma : les intentions du groupe ne peuvent être suspectées. Les méthodes qu'il a appliquées dans une affaire comme celle de la Grande Maison de Blanc — où le capital de 7,5 millions est renforcé par 15 millions de réserves, où il existe 1,4 million de provisions, et où les dettes ne se montent

⁹ Frédéric Lauber : né le 22 novembre 1877 à Roanne (Loire). Fils de Caroline Joséphine Lauber, native de Colmar, et de père inconnu. Ingénieur ECP. Capitaine d'artillerie. Chevalier de la Légion d'honneur du 24 août 1921 (min. Guerre) : 23 ans de services militaires, 4 campagnes, 3 citations pendant la guerre. Ingénieur en chef de Rizeries d'Extrême-Orient et président de la Rizerie Tong-Wo à Cholon, président de la Société agricole de Djramour (caféiers)(1928). Membre de la Société des études indochinoises. Il poursuit sa carrière en France au sein du groupe Édouard-Raphaël Worms : administrateur de Félix Potin, de Pathé-Cinéma et de la Grande Maison de blanc. Décédé le 22 novembre 1964 à Paris (16^e).

qu'à 1,9 million, alors que les disponibilités s'élèvent à près de 12 millions, l'actif réalisable étant de 15,6 millions, ne permettent pas d'en douter (*Le Journal des débats*, 14 mai 1935).

— Le bilan [de la GMB] fait apparaître une situation financière toujours excellente (*Le Journal des débats*, 10 juillet 1935) ;

— Nous avons dit l'impression favorable qui résulte des comptes de l'exercice clos le 29 février 1936 (*Le Journal des débats*, 29 août 1936) ;

— La situation financière est donc toujours remarquable. Les résultats ne le sont pas moins, puisque, en dépit de circonstances peu favorables, les bénéfices sont en progression et le dividende est majoré (*Le Journal des débats*, 4 août 1937) ;

— La Grande Maison de Blanc envisage de procéder à un remboursement de 240 francs par action (*Le Journal des débats*, 22 novembre 1939).

NÉCROLOGIE

Charles Michel

(*Les Annales coloniales*, 11 juin 1937)

Nous apprenons le décès, à Paris, de M. Charles Michel, administrateur délégué du *Petit Bleu*. Il était âgé de 67 ans.

Ingénieur de centrale, il se consacra d'abord à l'industrie. et débuta en Algérie. Il fut, pendant seize ans, maire de Tébessa et conseiller général de Constantine.

Il ne se fixa en France qu'après la guerre, s'occupant particulièrement de sociétés cinématographiques (*Éclair-Journal*) et de presse.

L'ARYANISATION

(par Philippe Verheyde, *Les mauvais comptes de Vichy. L'aryanisation des entreprises juives*, Paris, Perrin, 1999, pp. 173-190))

Le domaine Worms, qui comprenait quelques petits journaux (*Le Petit Bleu*, *le Cri de Paris*) et une société de production cinématographique (*Éclair-Journal*), était un édifice enchevêtré. On y distinguait deux holdings : Intercime (probablement issu de la reprise des anciens intérêts cimentiers de Paris-Maroc) et la CIGMA (Compagnie internationale des grands magasins), propriétaire des magasins marocains. Et une association informelle de juifs dite par Verheyde Groupe Worms, composée de MM. Édouard, Marc et Pierre Worms, Marcel Bloch-Dassault, Alex Salomons, Louis Samuels et une société textile, Samuels & Cie, basée rue Montyon à Paris, avec tissage à Clary (Nord) et ateliers au Mans, dont Marc Worms, si l'on ne s'abuse, était administrateur¹⁰.

En 1939, Édouard-Raphaël Worms fit passer l'essentiel de ses affaires sous le contrôle de la CIGMA dont le siège se trouvait à Tanger.

Le contrôle de la Grande Maison de blanc était ainsi détenu par la CIGMA à 27 % et par le « Groupe Worms » à 26 %. Celui de la SAG à 35 % par la CIGMA et à 13 % par le « Groupe Worms ». Celui de Loiseau-Rousseau par la CIGMA à 61 % et le « Groupe Worms » à 31 %. Et la CIGMA, seule, détenait 99 % de Lanoma-Saint-Antoine à Paris, c'est-à-dire La Nouvelle Maison, un ancêtre de Monoprix.

¹⁰ Annuaire industriel, 1938.

Pour compliquer un peu plus l'aryanisation, Worms céda en apparence le contrôle de la CIGMA à un banquier espagnol, José Gari. Mais celui-ci eut beau faire étalage de ses services aux intérêts allemands, l'occupant, qui avait un compte à régler avec Franco depuis l'entrevue d'Irun, favorisa une reprise en mains par un de leurs informateurs, industriel textile dans le Nord, Michel Dassonville, et la Société générale. La SAG bascula à son tour dans l'orbite de la Société générale avec l'appui de la Banque de l'union parisienne (BUP), de la Société Plé et fils de de Charles Levet, les mêmes qui s'étaient emparé du groupe André. Mais peut-on titrer, comme Verheyde, « Vers un monopole de la fabrication », alors que, selon Florent Le Bot¹¹, les activités de fabrication avaient été abandonnées en 1934 par la SAG ? Toujours est-il que la SAG resta sous l'influence de la Société Générale jusqu'à sa cession en 1983 au groupe André. La Grande Maison de Blanc, amputée de ses magasins de Nice et Londres, fermés en juin 1940, fut rachetée par Dassonville. Félix Potin mit la main sur Loiseau-Rousseau/le Bien public. Et les Allemands, qui occupaient la Roumanie, s'emparèrent de Cimentul Titan.

À la fin de février 1942, plusieurs journaux annoncent complaisamment l'arrestation de Worms. *Le Matin*, qui abritait naguère les reportages d'Albert Londres, Andrée Viollis ou Louis Roubaud, n'est pas en reste :

L'affairiste juif Édouard-Raphaël Worms est interné
(*Le Matin*, 26 février 1942, une)

(Du correspondant particulier du « Matin »)

Vichy, 25 février. — Le Juif Édouard-Raphaël Worms a été interné, sans préjudice des suites que comportera une action judiciaire intentée contre lui. Représentant des trusts et, en particulier, de celui de la chaussure, il avait pu, grâce à des hommes de paille, contrôler un nombre incalculable d'affaires : Chaussures Raoul, Dressoir, Incroyable, Fayard, Noël, Pinet, la Société générale des chaussures françaises, la Grande Maison de Blanc, Loiseau-Rousseau, *le Petit Bleu*, *le Cri de Paris* ; la Société des bons films, etc.

Prototype du financier néfaste, il n'avait pas jugé bon de souscrire au recensement obligatoire des Juifs et son attitude, l'insolent étalage de sa richesse étaient une offense à la misère générale.

L'inquiétante personnalité d'Édouard-Raphaël Worms
(*Le Matin*, 27 février 1942, une)

Édouard-Raphaël Worms, convaincu d'avoir contrevenu aux dispositions du recensement des Juifs en zone non occupée, vient d'être arrêté en sa résidence princière de Pau, et interné. L'insolent étalage de sa richesse, nous est-il dit, était une offense à la misère.

Toute la carrière du personnage est une offense, sinon à la misère, du moins à la vertu. Et cette carrière, faite tout entière sur les ruines d'industries françaises, naguère florissantes, débute, il y a trente-quatre ans, par une comparution devant la 10^e chambre correctionnelle, pour abus de confiance : Édouard-Raphaël Worms, qui venait d'avoir 21 ans, fêtait sa majorité.

Balzac eût-il imaginé l'extraordinaire ascension de ce corsaire de finance et d'affaires qui, à l'apogée de sa frauduleuse industrie, trônait, rosette de la Légion d'honneur au

¹¹ La fabrique réactionnaire : Antisémitisme, spoliations et corporatisme dans le cuir (1930-1950), Presses de Sciences Po, 400 pages

veston, sur six puissants trusts : la chaussure, l'alimentation, la presse, le cinéma, la banque, les grands magasins.

Édouard-Raphaël Worms ne s'en fût pas tenu là, si n'avait tourné à la débâcle cette guerre que, comme ses frères de race, puissants ou misérables, Il avait appelée, de tous ses vœux.

La guerre, en effet, pouvait sembler à É.-R. Worms, fructueuse et libératrice. Celle de 1914-1918 lui avait valu, au printemps de 1915, une providentielle levée d'écrou : le gaillard purgeait en prison la peine qui avait sanctionné huit plaintes pour un total d'un million d'escroqueries, aggravées de faux. Des démocratiques États-Unis, où Worms avait mis en sûreté le fruit de ses premières rapines, une caution survint, qui permit la relaxe en liberté provisoire, sous condition d'engagement. Mais les armées, pour É.-R. Worms, comme pour nombre de Juifs, ce fut à Paris, cette débonnaire section de secrétaires d'état-major qui devait être le berceau de la première entreprise du rapace en direction de son trust n° 1

Commencées avec les biscuits Guillot et les bouillons Duval, celles-ci s'achevaient, en 1938-1939, avec les affaires Loiseau-Rousseau et Lanoma.

De l'après-guerre à l'autre guerre, ce ne furent plus dans le sillage d'Édouard-Raphaël Worms, que pillages, dévastations, faillites, chantages, escroqueries, une invraisemblable sarabande de sociétés immobilières, d'affaires fictives, de holdings, bilans truqués, émissions de simulacre et tribulations de titres.

Ferait-on rendre gorge ce requin ? Associera-t-on aux poursuites qui lui seront peut-être intentées ses complices depuis vingt ans : Eugène Worms, David, Marcel Bloch, Coelho, Marc Worms, Salomon, Hertzog, Dreyfus, Moïse, Gunzberger, Samuels ?

Notons, pour être précis, qu'il faut se garder de confondre le susdit Worms, décrété indésirable au point d'être mis aujourd'hui en sécurité dans un centre d'internement, et son tout puissant et glorieux homonyme, Hippolyte Worms, banquier et armateur, à qui sa totale liberté de mouvement fait courir tous les périls.

Le financier Raphaël Worms est interné administrativement
(*Le Temps*, 27 février 1942, p. 2)

Par ordre de M. Pucheu, ministre secrétaire d'État à l'intérieur, M. Éd.-Raphaël Worms vient d'être interné, sans préjudice des suites que comportera une action judiciaire intentée contre lui.

M. Worms avait réussi à réaliser le trust de l'industrie de la chaussure. Il contrôlait un nombre incalculable d'affaires, entre autres les Chaussure Raoul, les Chaussures Incroyable, les Chaussures Fayard, les Chaussures Noël, les Chaussures Pinet, la Société générale de chaussure française, la Compagnie internationale de commerce « Sigma », la Grande Maison de Blanc, l'affaire Loiseau-Rousseau, l'affaire Cimentul-Titan, les Rizeries indochinoises, la Société commerciale française de l'Indochine, le *Petit Bleu*, le *Cri de Paris*, la Société des Bons Films, le Royal-Madeleine¹², la Noma-Maroc, l'Avenir commercial du Maroc, la Compagnie internationale des Ciments « Inter-Cima », des magasins spécialisés, l'Immobilière et Foncière, etc., etc.

Grâce à sa puissance financière, il avait disposé d'une grande influence occulte au cours de ces dernières années. De plus, en résidence à Pau, M. Éd.-Raphaël Worms avait pu, grâce à sa fortune et à certaines manœuvres, obtenir des avantages matériels d'existence contraires à la réglementation actuelle et incompatibles avec les circonstances actuelles.

¹² Royal Madeleine : maroquinerie, parfumerie, articles de Paris (8^e), 8, bd des Capucines.

En outre, il n'avait pas jugé bon de s'inscrire au recensement obligatoire des israélites.

NOTE DU S.D.E.CE. (14 octobre 1949)

En 1940 et 1941, M. Worms, israélite, voulait s'opposer à la main mise [*sic* : *mainmise*] allemande sur les affaires qu'il administrait et que les allemands [*sic* : *Allemands*] avaient directement nanties d'un administrateur provisoire. Ils firent nommer Henri Ardant président de la principale de ces sociétés, en accord avec Michel Dassonville.

En février 1942, M. Worms, ayant essayé de s'opposer à ces mesures, fut interné par les autorités de Vichy, avec l'approbation officielle des allemands.

En Août [*sic* : *août*] 1943, M. Worms put s'évader de France grâce au concours des organisations de résistance, et arriva en Espagne. Il se mit aussitôt à la disposition de la Croix-Rouge française et du G.P.R.F.

En novembre 1944, il rentra en France avec l'autorisation des services français de Madrid et contribua aux enquêtes d'épuration économique. Il put reprendre l'administration des biens spoliés en France pendant l'occupation [*sic* : *Occupation*].

En 1946 et 1947, M. Worms se rendit trois fois en Roumanie pour remettre en état les usines de ciment de Titan-Turda.

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Cimentul_Titan.pdf

.....
Sur le plan politique, M. Worms, président des actualités Éclair-Journal, a toujours apporté son appui à la propagande alliée et notamment à l'amitié franco-américaine.

DOSSIER DE COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR (30 septembre 1953)

Services civils de 1931 à 1939

Président délégué d'Éclair-Journal, actualités cinématographiques.

Animateur du *Petit Bleu* et du *Cri de Paris*.

Président délégué de la Grande Maison du blanc.

Réorganisation et développement des Éts Loiseau-Rousseau dits « de lutte contre la vie chère ». Organisation de distribution à bon marché de denrées alimentaires de première nécessité. Le nombre des succursales passe de quatre à cent.

Fondateur de la S.A.G. [...] permettant de régler d'importantes créances, parmi lesquelles celles de nombreux petits artisans.

Président délégué des Magasins modernes au Maroc.

PDG de la biscuiterie Guillot¹³.

Administrateur des Éts Tunzini¹⁴.

.....
Interné administratif par Pucheu et Xavier Vallat en février 1942, d'abord au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), puis à l'infirmerie du camp de Gurs (Basses-Pyrénées).

¹³ D'après note de la préfecture de police de Paris, 28 août 1953.

¹⁴ D'après note du secrétariat aux Affaires économiques, 1^{er} septembre 1953. Page 13 du dossier de Légion d'honneur.

Maintenu au secret pendant six mois pour avoir refusé de signer l'abandon aux Allemands des sociétés ci-dessus évoquées, et notamment les usines Titan.

Évadé en août 1943 et passé clandestinement en Espagne, se met dès son arrivée à Barcelone à la disposition de la Croix-Rouge française.

Pendant toute l'année 1944, H.C. du C.E.) [honorabile correspondant du contre-espionnage] de Madrid et de Tanger (capitaine Reydier, lieutenants Tissier et Bayonne).

[Assassinat de son frère par la Milice]

Cette activité ayant été dénoncée aux Allemands, son frère, Pierre Worms¹⁵ (dont deux fils devaient être, l'un, Jean, déporté et exécuté en 1945, l'autre, Roger Stéphane¹⁶, un des chefs de la Résistance) est assassiné par la Milice à Nice.

Rentré en France fin 1944, reprend ses différentes activités après l'arrestation des spoliateurs des affaires qu'il dirigeait.

Contribue efficacement à la découverte et à la sanction de nombreuses affaires de collaboration économique et politique.

.....
Dans le domaine de l'information, a particulièrement contribué à développer la propagande française à l'étranger. Éclair-Journal a été notamment la première firme d'actualités cinématographiques françaises à obtenir, dès la fin de 1947, qu'une diffusion importante des informations françaises soit assurée sur les écrans de télévision aux États-Unis et ce, grâce à son action personnelle auprès des dirigeants d'importantes firmes de télévision.

Commandeur du Ouissam alaouite.

¹⁵ Pierre Étienne Worms (1883-1944), assureur, marié en 1905 à Marcelle Friedlander (1886-1975).

¹⁶ Roger Worms dit Stéphane (1919-1994) : journaliste, écrivain, fondateur de *France-Observateur* (1950), producteur de télévision, fondateur de l'association Présence du gaullisme (1969). chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45, rosette de la Résistance.